

La mixité sociale est-elle possible, faisable, souhaitable ?

**Conférence présentée lors de la Matinée biannuelle en sécurité alimentaire du
CASAL (Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval)
- 22 janvier 2009 -**

Par Annick Germain, INRS-UCS

Depuis quelques années, on observe un peu partout un retour en force de l'**idéal** de la mixité sociale dans les politiques publiques nationales ou locales. La mixité sociale est d'abord l'inverse de la **ségrégation sociale** (séparation des groupes sociaux dans l'espace, qui consacre leurs inégalités).

Ce n'est donc pas seulement mélanger les groupes ou les classes sociales dans l'espace parce qu'est c'est plus enrichissant. C'est surtout briser l'isolement des « pauvres » (car leur concentration contribue à leur pauvreté – ce qu'on appelle les *effets de quartier*, à quoi on ajoute des arguments assez paternalistes sur ce qu'ils peuvent apprendre des « riches » en les fréquentant ou bénéficier de leurs contacts pour trouver de l'emploi). C'est aussi forcer les plus riches à les côtoyer en les ayant comme voisins (par exemple, en mettant du logement social dans les quartiers riches, ou au contraire en attirant des riches dans les quartiers pauvres, ce qu'on évoque avec le phénomène de *gentrification*)

Les **politiques de mixité sociale** sont en général très volontaristes et inspirées par de grands principes (par exemple, en France les pauvres devraient avoir accès aux lieux - quartiers résidentiels et/ou équipements fréquentés - des riches). Elles sont aussi souvent le fait de gouvernements de pays ou régions, où la ségrégation urbaine est très forte. C'est-à-dire, où non seulement les divisions socio-spatiales sont fortes mais où les pauvres sont relégués dans des zones peu enviables.

3 questions doivent être posées, auxquelles on essayera de répondre en regardant nos contextes locaux.

1) La mixité sociale est-elle possible?

Tout dépend des facteurs sociaux considérés (ce que l'on veut mélanger) et aussi de l'échelle spatiale! Trouve-t-on des milieux de vie où il y a une certaine hétérogénéité sociale?

Si on regarde la diversité des *statuts socio-économiques*, et si on ne se contente pas de regarder à l'échelle de l'agglomération (mais certains le font). On peut par exemple trouver une forme d'hétérogénéité sociale dans certaines parties de Montréal (exemple dans CDN). Et de ce point de vue, on peut même estimer que sur l'île de Montréal, il y a plus d'hétérogénéité sociale qu'auparavant (par exemple, la carte et l'évolution des zones de défavorisation, de 1996 à 2001 et 2006).

Si on considère d'autres variables *sociales*, je trouve dans certains grands projets de HLM montréalais (notamment les plans d'ensemble, de 100 à 400 logements) beaucoup de diversité : les personnes seules cohabitent avec les familles nombreuses (certaines avec un seul parent), les personnes ayant des problèmes de santé mentale y sont aussi nombreuses, et les origines ethniques sont variées. L'hétérogénéité des ménages est très forte. Or, faire cohabiter tant de différences n'est pas évident. Cela correspond-t-il pour autant à notre image de la mixité sociale?

2) La mixité sociale est-elle faisable?

Tout dépend des **acteurs** et de leur détermination. En France, le gouvernement oblige les municipalités à avoir 20% de logements sociaux sur leur territoire (les résultats ne sont pas très concluants) et achète des logements dans les quartiers riches pour y loger des pauvres (ce qui ne fait pas nécessairement le bonheur de ces derniers).

Dans la ville de Montréal, les interventions politiques sont plus souples et surtout composent davantage avec les dynamiques locales (ex : Stratégie d'inclusion qui s'applique aux nouveaux projets résidentiels de plus de 200 logements). Surtout le rôle des acteurs communautaires est décisif car désormais le logement social passe par eux.

Un exemple intéressant, les Shop Angus (dans l'est de Montréal) où dans les années 80 on a construit un quartier de 2600 logements avec une grande variété de *statuts d'occupation* (une autre manière de définir la mixité sociale). Un quartier réussi où un volume important d'espaces publics (parcs) facilite la cohabitation car cela fait office d'espaces tampon. Ironiquement, l'idée de mixité sociale n'était pas là au départ et n'a émergé qu'au fil des longues luttes menées pour avoir plus de logement social! Il faut dire aussi que c'est un projet construit à une époque où les gouvernements avaient plus de moyens qu'aujourd'hui!

Aujourd'hui la ville de Montréal réussit quand même à inclure une bonne proportion de logements sociaux et abordables dans les nouveaux projets résidentiels de plus de 200 logements. (par exemple, le projet Lavo dans Hochelaga). Mais le rôle du secteur communautaire est central. D'ailleurs, les coopératives d'habitation sont aussi une forme de mixité sociale. On pourrait dire qu'aujourd'hui la mixité sociale repose largement sur l'intervention communautaire.

3) La mixité sociale est-elle souhaitable?

Il faut résister à la tentation de répondre trop vite : oui! Et encore une fois il sera question d'échelle. Plusieurs études ont montré qu'à l'échelle du voisinage immédiat ce n'est souvent pas souhaitable car cela engendre plus de méfiance entre les gens que de rapprochements. Par ailleurs, avoir dans son environnement immédiat des gens qui nous ressemblent est un souhait légitime et important pour avoir une maîtrise de son habitat et s'y sentir à l'aise.

On doit aussi se demander s'il est plus facile quand on est pauvre de vivre dans un environnement de gens riches que dans un milieu de pauvres. Les formes de solidarité sont plus faciles à bâtir dans des milieux homogènes. Et en tout cas, les intervenants sociaux trouvent souvent plus facile de se battre pour améliorer le sort des personnes défavorisées lorsqu'elles sont assez concentrées (plutôt que dispersées dans l'espace, donc moins repérables).

En fait cela nous conduit à nous interroger sur les **conditions d'une cohabitation réussie**. Que faut-il réunir comme facteurs favorables? Selon certaines études : il est plus facile de faire cohabiter des différences pas trop contrastées, de faire cohabiter des personnes qui ont choisi de le faire plutôt que de se l'être fait imposer, ainsi que des personnes qui ont des points communs, et des modes de vie compatibles. De ce dernier point de vue les enquêtes montrent que les cohabitations les plus difficiles sont celles qui concernent les jeunes et les personnes âgées.

Il faut aussi faire une nette distinction entre ces conditions lorsqu'elles concernent un milieu résidentiel, ou lorsqu'elles interpellent des lieux et des équipements publics. Ce n'est alors pas la même problématique. Surtout, on voit bien qu'aujourd'hui ce ne sont pas seulement les différentes classes sociales qu'il est difficile de mélanger, mais qu'il y a bien d'autres facteurs de différenciation qui comptent. Les générations, les styles de vie cohabitent moins bien.

Qu'en est-il des différences ethnoculturelles? Plusieurs recherches montrent qu'elles ne deviennent source de friction que lorsque combinées à d'autres facteurs de différenciation, notamment ceux déjà mentionnés dont les générations.

Que conclure de ce bref tour d'horizon sur la mixité sociale?

- Qu'il s'agit d'un idéal et non d'une réalité qui va de soi
- Que cet idéal est difficile à réaliser quand il est imposé
- Qu'il est difficile à réaliser à petite échelle comme un voisinage

- Qu'il doit être accompagné par un souci du respect des distances dont tous les individus ont besoin pour prendre leur place, surtout aujourd'hui où les individus sont devenus des réalités incontournables
- Qu'il doit s'ancrer dans la définition d'un bien commun, d'un territoire partagé
- Que la solidarité se développe plus facilement dans des milieux relativement homogènes

Bref, il faut prendre le temps de comprendre ce qui anime les personnes que l'on veut mélanger avant de les embarquer dans des opérations de rapprochement qui peuvent avoir des effets pervers lorsque menées sans écoute préalable.